

Les accommodements raisonnables en trois paradoxes

Jean-Philippe Warren

Volume 50, numéro 1 (279), février 2008

Québécois, encore un effort...

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/34670ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Warren, J.-P. (2008). Les accommodements raisonnables en trois paradoxes. *Liberté*, 50(1), 7–15.

Les accommodements raisonnables en trois paradoxes¹

Jean-Philippe Warren

J'enseigne depuis quelque temps dans une université montréalaise anglophone où le Québec fait parfois figure de pays étranger, lointain, insaisissable. Comme je suis pour eux un indigène, certains collègues anglo-saxons se tournent vers moi pour louer les vertus exotiques et les charmes discrets du peuple canadien-français ou, au contraire, pour comprendre les mystères de son incurable différence culturelle. Le dossier des accommodements raisonnables est rapidement devenu pour quelques-uns l'occasion, dont ils semblaient s'ennuyer, de pratiquer le sport national du *Quebec bashing*, décelant derrière les déclarations de Hérouxville la xénophobie atavique des fils et filles (spirituels, s'entend) du chanoine Lionel Groulx.

Il m'amuse alors de leur répondre que, si les Québécois francophones paraissent plus réticents que les autres Canadiens à accepter l'idée d'accommodements raisonnables, cette frilosité ne découle pas d'une prédisposition collective au racisme ou au conservatisme. À mon avis, cette attitude découle en partie de trois causes dont le moins que l'on puisse dire est qu'elles sont franchement paradoxales. Qu'on me permette de les énoncer sous une forme abrégée et universelle, quitte, ensuite, à faire la part des choses. Si les Québécois de langue française sont moins ouverts aux accommodements raisonnables, c'est qu'ils sont plus progressistes. S'ils sont moins tolérants envers les immigrants, c'est que ceux-ci représentent moins une « menace » pour eux. Et, s'ils sont plus nationalistes, c'est qu'ils sont aussi plus fédéralistes. Voilà une série d'apories qui ne font, de prime abord, aucun sens. Je tenterai dans ce texte de les justifier très

1. Je remercie Gilles Gagné et Pierre Lefebvre pour leurs généreux commentaires sur une version antérieure de ce texte.

brièvement, au risque de laisser le lecteur continuer par lui-même la réflexion entamée ici.

1. Les Québécois de langue française sont moins ouverts aux accommodements raisonnables parce qu'ils sont plus progressistes

Dans l'histoire des idéologies occidentales, le long combat pour la liberté moderne a été livré, avant tout, contre les Églises, définies comme des forces de réaction et d'obscurantisme. Il fallait, au dire des modernes, s'émanciper des mythes et des superstitions qui empêchaient le plein rayonnement des Lumières. Ainsi, le catholicisme a été vivement attaqué aux XVIII^e et XIX^e siècles, dans la mesure où son enseignement autoritaire allait à l'encontre des principes de la démocratie et de la science.

Ce schème idéologique a été en partie reproduit au Québec lors de la Révolution tranquille. Il a semblé ici aussi qu'il fallait rompre avec l'Église pour accéder à la modernité. C'est en tournant le dos à une *priest-ridden province* que les Québécois ont cru pouvoir s'inscrire dans l'histoire — et non plus dans la tradition — pour embrasser enfin la liberté, plutôt que de plier l'échine devant l'autorité. Depuis l'avènement du gouvernement de Jean Lesage, en 1960, le Québec a ainsi fait figure de province avant-gardiste dans une pléiade de domaines sociaux. Récemment encore, sur la question des accommodements raisonnables pour les gais et lesbiennes (le mariage des personnes de même sexe), la Belle Province traçait la voie et se moquait des retardataires du reste de l'Amérique. Cela a fait enrager les joyeux *columnists* du *Globe and Mail*, qui n'étaient pas habitués à pareille désinvolture de la part d'une nation prétendument groulxiste *to the core*. Comment? Quoi? Le Québec donnait des leçons au ROC en matière de tolérance? Cela ne leur plaisait pas du tout. Ils allaient bientôt prendre leur revanche.

Le contexte social s'y prête bien. Alors que le taux de pratique religieuse des Québécois continue de chuter inexorablement, un réveil religieux enflamme le reste du pays. Les Canadiens anglais, même les jeunes, retournent à leurs églises. Ils sont donc, par la force des choses, plus sensibles à des accommodements

raisonnables pour des motifs religieux. Hommes et femmes de foi, ils comprennent davantage l'importance de faire une place aux convictions spirituelles dans l'espace public. Les Québécois, eux, ne montrent pas un tel empressement. Le catholicisme honni n'est pas en passe d'être réhabilité chez eux. Il n'y a pas au Québec une poussée de fièvre religieuse comme celle qu'on observe dans les autres provinces depuis une dizaine d'années. La pratique dominicale — la plus haute du continent en 1960 — y est désormais la plus faible, et ce déclin ne semble pas près de cesser. Les quêtes spirituelles connaissent certes de beaux jours, mais l'écroulement de l'institution cléricale paraît à peu près irrémédiable.

En outre, le Québec est une des provinces les plus socialistes du continent nord-américain. Or, on sait que la droite fait meilleur ménage avec la religion que la gauche. Il n'y a qu'à considérer l'histoire récente des États-Unis, où les forces néolibérales sont appuyées et secondées par des groupes de pression fondamentalistes. À l'inverse, la gauche a toujours été plus critique face à des religions moralistes, autoritaristes et traditionalistes. Le Québec a donc, forcément, plus de chances d'entretenir des rapports troubles et difficiles avec la religion que les provinces ou États qui élisent des gouvernements conservateurs. Le « God Save Canada » de Stephen Harper a causé au Québec une vague de désapprobation qui indique bien les résistances des groupes progressistes devant une telle intrusion de la religion dans le domaine politique. Ailleurs au pays, des politiciens de droite confessent publiquement leur foi et reconnaissent la primauté de Dieu dans leur engagement; au Québec, la discrétion en la matière est d'autant plus marquée chez les associations qui se réclament d'une tradition de pensée républicaine.

On dira, d'une part, que les groupes de droite québécois ont été parmi les premiers à s'élever contre les accommodements raisonnables religieux. Je crois, toutefois, qu'ils l'ont fait sur la base d'une défense de la culture traditionnelle « majoritaire » (voir troisième paradoxe), et non pas sur la base d'un refus de considérer l'importance sociale de la religion. Ils ne voyaient, par exemple, aucun problème à sauvegarder les signes les plus ostensibles du

catholicisme dans les institutions publiques, comme le crucifix à l'Assemblée nationale. D'autre part, à l'évidence, des groupes de gauche québécois travaillent présentement à faire accepter le principe des accommodements raisonnables religieux. Ils ne voient pas de solution de continuité entre leur volonté de transformation sociale et une inclusion plus grande des cultes dans la sphère publique. Cependant, il ne fait guère de doute à mes yeux que, pour ceux qui continuent de se placer dans l'axe du grand récit de la Révolution tranquille, le tribalisme et le fondamentalisme religieux agissent toujours comme un épouvantail. La grande victoire de la modernité, à en croire ces derniers, consiste à avoir réussi à refouler la religion dans l'intimité et à en avoir fait une simple question personnelle. Aller de l'avant en pratiquant une politique des accommodements raisonnables, ce serait, pour eux, reculer loin derrière. Ce faux progressisme leur semble une véritable erreur réactionnaire.

2. Les Québécois de langue française sont moins tolérants envers les immigrants parce qu'ils sont moins « menacés » par eux

De manière générale, l'incompréhension entre les groupes humains diminue avec la fréquence des contacts. Dans les grandes villes, où la mixité des cultures est un fait quotidien, les gens de diverses origines se lient d'amitié, travaillent ensemble, se marient et commercent. L'Arabe est un voisin, la Portugaise une collègue, le Chinois un époux, etc. Les visages les plus colorés ont des traits familiers. Dans le monde cosmopolite d'aujourd'hui, cette diversité finit par devenir une richesse et même une réalité rassurante. Dans les villes qui ont été préservées d'une ghettoïsation excessive (nulle agglomération n'est totalement à l'abri), l'idée d'avoir, pour ainsi dire, le monde à sa porte et de pouvoir s'ouvrir aux cultures les plus éloignées sans devoir voyager comporte quelque chose d'exaltant pour quiconque nourrit en soi le rêve d'une humanité réconciliée.

Or, à cause d'une volonté de protéger sa spécificité linguistique, le Québec a accueilli jusqu'ici moitié moins d'immigrants (environ 10 %) que le reste du Canada (environ 20 %). Il y a donc

moitié moins de possibilités d'échanges et de dialogues avec les nouveaux arrivants. Ce fait est aggravé par la concentration extrême de ces derniers dans la métropole. Hors de Montréal, leur proportion devient négligeable, sinon insignifiante. Résultat? Alors qu'à Montréal le fait multiculturel engendre peu de débats houleux et polémiques, la colère gronde dans des régions qui ne voient pour ainsi dire jamais de « personnes de couleur ». Hérouxville demeure l'illustration peut-être la plus loufoque de cette relation souvent inverse entre le nombre d'immigrants et le degré de tolérance démontrée à leur endroit. En proclamant que, dans leur village, les hommes ne peuvent lapider leurs épouses, les habitants de cette localité perdue expriment une incroyable naïveté. Ils font penser à ces Français qui s'imaginent que tous les Canadiens vivent dans des cabanes sans électricité et sans eau, ou à ces Québécois qui, naguère, ne pouvaient rencontrer un Amérindien sans craindre de se faire scalper. Le geste dérisoire des Hérouxvillois a ceci de bon de rappeler au grand public que les plus grandes peurs sont parfois des peurs imaginaires.

Rajoutons à cette première tendance sociologique un fait brut : lorsque la proportion des membres d'un groupe augmente dans une société donnée, leur influence sur ladite société augmente aussi. En Ontario, par exemple, le quart de la population appartient à la catégorie des immigrants. Cela en fait un groupe de pression extrêmement puissant. Si on y ajoute ceux dont les parents ont immigré au pays, on obtient la majorité (à Toronto, la proportion est de 75 %). Nul gouvernement ne peut faire fi des opinions et des préférences d'un tel groupe ; les médias diffusent des émissions qui reflètent ses valeurs ; l'ensemble de la société penche du côté de ses intérêts. Bien que la suggestion ait provoqué un tollé, et bien que le gouvernement libéral de l'époque ait refusé d'y donner suite, c'est bien en Ontario, par exemple, que fut proposé l'établissement d'un tribunal parallèle où serait appliquée la charia. Cette situation se comprend aisément : là où les immigrants se sont établis en masse, leurs demandes pour être reconnus sont plus fortes, et plus ces demandes sont fortes, plus la tentation est grande pour les gouvernements de céder à leurs requêtes par conviction, sinon par électoralisme.

Quand je dis que les immigrants représentent moins une menace au Québec, je veux dire qu'ils y sont moins nombreux. Or, en ces matières, le nombre est important : la force et la richesse des échanges humains nous portent à découvrir des prochains et des frères chez ceux qui n'apparaissent avant cela que comme des étrangers. De plus, les sondages effectués auprès d'une population qui accueille un pourcentage élevé de nouveaux arrivants auront tendance à révéler une disposition favorable envers la diversité culturelle. Quand le quart d'une société est issue de l'immigration, il faut que plus des deux tiers des autres s'affichent contre les accommodements raisonnables aux minorités culturelles pour obtenir une majorité qui s'y oppose. Ce petit calcul bien abstrait (dans la mesure où il suppose que toute personne immigrante souhaite une reconnaissance spécifique) est en soi instructif, en ce sens qu'il permet de saisir les rapports de force qui existent dans toute société. Les débats d'idées ne sont pas des jeux d'ombre. Une minorité peu nombreuse, c'est une minorité qui n'est pas dérangeante, mais c'est aussi, trop souvent, une minorité qui n'est pas écoutée.

3. Les Québécois de langue française sont plus nationalistes parce qu'ils sont plus fédéralistes

L'un des deux ambassadeurs de la Commission Bouchard-Taylor a déclaré un jour qu'il ne comprenait pas les réactions des Québécois : ils constituent une majorité, disait-il, qui se comporte comme une minorité. Je crois qu'il faisait là une erreur d'interprétation.

Il est vrai que les souverainistes considèrent le Québec comme une nation capable de décider de son avenir. Ce peuple aurait, dans sa bigarrure culturelle (un peu d'Irlandais, beaucoup d'Autochtones, une brassée d'Arabes, une pelletée de Chinois, etc.), l'énergie et les moyens nécessaires à une existence indépendante. Définie politiquement, la nation québécoise englobe tout le monde, portée par un projet fort, dans un seul élan. Les partisans d'une conception civique de la nation s'acharnent d'ailleurs à la rendre la plus inclusive possible, débusquant des

traits trop historiques et trop particularistes, et les remplaçant par des principes généreux et universels.

Beaucoup de fédéralistes cultivent cette ambition, mais leur cadre d'analyse privilégié étant le Canada, et non pas le Québec, ils glissent plus facilement vers une définition ethnique de la nation québécoise, la comparant à d'autres groupes ethniques en quête de reconnaissance et soucieux d'assurer leur progrès.

Ce n'est pas seulement une coïncidence si le débat sur les accommodements raisonnables a servi les objectifs de l'Action démocratique du Québec. L'ADQ est un parti des régions : nous retrouvons ici l'une des deux raisons déjà mentionnées. Mais l'ADQ est plus que cela : c'est aussi un parti fédéraliste, ou plus exactement autonomiste, selon le vocable utilisé par son chef. Or, le francophone qui se dit fédéraliste au Québec s'avoue aussi forcément minoritaire. Perdues dans un grand ensemble anglophone, les personnes de langue française ne peuvent éviter d'éprouver une certaine inquiétude face à leur avenir collectif. Elles sont spontanément saisies par le défi de la conservation de leur culture, un peu comme les immigrants qui cherchent à préserver, sur un sol nouveau, certaines de leurs coutumes.

Contrairement au jugement du commissaire, les Québécois francophones forment, dans l'esprit de pas mal de monde, une minorité. Il ne faut pas s'étonner dès lors qu'ils réagissent comme telle. Ils exigeront des accommodements raisonnables pour eux-mêmes, point pour les autres, car ils se percevront comme la minorité menacée. Ils voudront un siège à l'UNESCO, des dérogations aux programmes fédéraux, un statut spécial, et *tutti quanti*. Ils voudront être reconnus comme une société distincte. Que des groupes en leur sein veuillent obtenir eux aussi une reconnaissance spécifique leur semblera presque une aberration, un sacrilège. Demande-t-on aux Juifs d'accommoder les Arabes qui veulent fréquenter leur synagogue? Demande-t-on aux conseils de bande amérindiens d'accommoder les Sikhs qui veulent participer à la gestion des réserves? De la même manière, les groupes qui s'installent dans la province devront s'adapter aux réalités nationales. Qu'ils n'essaient pas de se faire

passer pour des minorités! Vue dans un tel prisme, la vraie minorité, au Québec, ce sont les francophones, noyés dans une mer anglaise!

Le fédéralisme (ou l'autonomisme) de certains Québécois va donc nourrir leur nationalisme. Du point de vue culturel (et non plus politique au sens strict), ces Québécois voudront défendre leur différence à peu près comme les autres minorités culturelles au pays. Ils dénieront ainsi aux autres ce qu'ils réclament pour eux-mêmes. Pour eux les compromis et les ajustements, aux autres le conformisme et l'intégration!

o o o

Ce survol est beaucoup trop rapide. Je m'en excuse auprès des lecteurs de *Liberté*. Il ne s'agissait pas ici, on l'aura compris, de livrer une analyse en profondeur, mais de continuer à nourrir un débat parfois aussi fiévreux qu'anémique. Dans cette présentation un peu polémique des trois propositions, retenons, alors que les progressistes sont d'ordinaire des gens tolérants, que les habitants non touchés par l'immigration ne devraient guère s'en soucier et que les fédéralistes sont, en principe, favorables au multiculturalisme, mais tout peut aussi se jouer dans l'autre sens; dans la Belle Province, c'est la somme de ces trois inversions inattendues qui constitue la « différence » québécoise. Ici, les progressistes ont acquis leurs lettres de noblesse dans la lutte contre l'Église catholique, les régions doivent se contenter d'entendre parler du raz-de-marée migratoire qui « s'abat » sur la civilisation occidentale et les fédéralistes québécois défendent leur titre de communauté culturelle par excellence. On comprend donc un peu mieux que ce soit en partie parce qu'ils sont progressistes que de nombreux Québécois de langue française se montrent peu ouverts aux accommodements raisonnables religieux, parce qu'ils sont moins directement aux prises avec les bouleversements culturels favorisés par l'immigration massive qu'ils peuvent paraître moins tolérants à leur endroit, ou parce qu'ils sont fédéralistes qu'ils se révèlent, à l'occasion, si fort pratiquants du nationalisme culturel.

Je me permets de noter, en conclusion, que les raisons invoquées dans ce texte sont en partie structurelles et qu'il sera difficile, pour qui cherche à cultiver une ouverture face aux différences culturelles, de lever ces hypothèques par un coup de baguette magique. Elles agissent indépendamment les unes des autres, et sont même en partie incompatibles entre elles. Prenons un exemple trivial : un individu nationaliste pourra s'opposer aux accommodements raisonnables tout en reconnaissant l'extraordinaire contribution, entre autres, de la minorité musulmane. Je pourrais multiplier les exemples qui permettent de saisir le degré élevé d'autonomie des motifs dont se réclament les uns et les autres lorsqu'ils discutent de cette question complexe. Il n'est donc pas facile de s'attaquer au mal, pour ainsi dire, à la souche. Mais le problème n'est pas non plus insoluble. Il révèle même un bel état de santé pour nos démocraties. Que nous soyons maintenant prêts à nous poser de telles questions, pourrais-je dire en empruntant un dernier paradoxe à Karl Marx, montre bien que nous sommes aussi prêts à les résoudre. Les hommes, disait le grand savant allemand, ne se posent que les problèmes qu'ils savent régler. Espérons, au moins cette fois, qu'il avait raison !